

L'entreprise au cœur du capitalisme et de la croissance mondiale

Christian Saint-Etienne
Cercle des économistes

Non seulement l'entreprise est au cœur du capitalisme, mais elle structure la puissance des nations en fonction des attentes de ses actionnaires et de celles de ses grands clients, des ambitions de ses managers et des politiques plus ou moins favorables au développement des entreprises conduites par les Etats eux-mêmes.

L'affirmation de l'ambition des nations et des grands groupes industriels et financiers dans le monde globalisée se traduit par la concurrence fiscale et sociale entre les Etats et par des vagues de fusions-acquisitions d'entreprises.

On a longtemps considéré que les structures productives, l'organisation des marchés et les modes de fonctionnement des entreprises étaient le résultat d'une adaptation efficace des acteurs économiques à un ordre externe conditionné par l'environnement. Des acteurs économiques censés se conduire comme si les comportements des autres acteurs et les conditions des échanges étaient indépendants de leurs propres décisions.

L'économie industrielle contemporaine souligne au contraire que les acteurs économiques ne se contentent pas de subir leur environnement mais font tout pour le modifier par leurs actions stratégiques afin d'influencer leurs concurrents actuels ou potentiels. Les structures industrielles et les formes d'organisation sont autant le produit des stratégies délibérées des acteurs que des conditions de départ ou des règles du jeu.

La théorie du commerce international, quant à elle, considère même que les avantages comparatifs entre nations reposent sur des éléments partiellement contrôlables et que les politiques publiques peuvent influencer le processus d'accumulation du capital physique et humain, ce qui modifie à terme les dotations relatives en capital. La théorie de la croissance endogène va au bout de cette logique et vise à favoriser, par des politiques publiques adaptées, les investissements publics et privés dans les activités à rendement croissant ou à externalités positives. Une activité est à rendement croissant lorsque le doublement des facteurs de production conduit à une production plus que doublée. Une activité présente des externalités positives lorsqu'elle bénéficie à d'autres que ses auteurs : lorsque les forêts sont bien exploitées, elles produisent un revenu pour les forestiers et elles améliorent l'environnement pour tous.

Ce sont donc aujourd'hui tous les compartiments de la théorie économique qui admettent, en plein accord avec l'observation de la réalité économique mondiale, que les positions d'excellence technologique et économique s'acquièrent et que les avantages comparatifs se créent par l'action stratégique, au moins partiellement et de manière déterminante. Il suffit, pour s'en convaincre, de noter la transformation du Japon et des Tigres asiatiques (Corée du Sud, Hong Kong, Taiwan et Singapour) de pays sous-développés il y a quarante ans, en puissances technologiques et économiques majeures aujourd'hui. Il faut également observer le renouvellement régulier au cours du temps des grands groupes *leaders* de l'économie globale pour y lire l'effet de stratégies et de volontés parfaitement identifiables qui s'affirment avec force.

Dans les économies de marché apparemment atomisées, transparentes et concurrentielles, opèrent ainsi des capitalismes d'acteurs, agissant à long terme, dont les stratégies conduisent à une hiérarchisation des économies nationales au sein de l'économie mondiale.

Il faut donc insister sur les trois aspects de ce capitalisme organisateur de l'économie mondiale : les stratégies, les structures d'organisation et les structures de pouvoir.

C'est le jeu des stratégies et des structures de pouvoir qui détermine l'évolution du capitalisme moderne, industriel et financier plutôt que marchand. Les structures d'organisation déterminent l'efficacité du processus productif.

Le jeu stratégique est lui-même dominé par les formes de stabilisation des actionnariats, l'actionnariat stabilisé pouvant seul accompagner des stratégies de long terme permettant d'acquérir des positions d'excellence sectorielle. Le capitalisme industriel et financier qui domine la Triade (Etats-Unis, Union européenne et Japon) peut même, à condition de bénéficier de fonds propres importants et d'actionnariats stabilisés, changer la hiérarchie des avantages comparatifs pour s'approprier **les activités dans lesquelles la demande augmente plus que proportionnellement avec le revenu, le progrès technologique est rapide et la productivité du travail en croissance**. Ces trois caractéristiques sont notamment celles des secteurs de la **nouvelle économie**, qu'il s'agisse de l'industrie des ordinateurs et des logiciels associés, d'Internet, de la téléphonie mobile et des médias, et de beaucoup de biens durables à composition numérique croissante. Mais on retrouve ces caractéristiques dans les biotechnologies. Ces secteurs sont les seuls qui ont connu une progression significative de la productivité du travail au sein de l'économie américaine depuis le milieu des années 1990.

Triade, Tigres et NPI

Pour résumer, l'économie-monde moderne, que l'on nomme économie globale, est formée de la Triade, des Tigres et des zones développées au sein des Nouveaux Pays Industriels (NPI), notamment en Chine, en Inde et au Brésil. Les autres pays se situent dans des degrés successifs de dépendance par rapport à ce premier cercle. Les centres de pouvoir du premier cercle « contrôlent » de plus en plus l'évolution de l'économie mondiale dans le cadre d'une planification stratégique globale de mobilisation de toutes leurs ressources.

La notion de « contrôle stratégique » par un pays ou une zone économique ne doit bien sûr plus s'entendre au sens militaire et administratif du contrôle d'un territoire par les Etats-nations comme ce que l'on pouvait observer au XIXe siècle et au XXe siècle jusque dans les années 1970. Les Etats voulaient alors affirmer leur **puissance directe** sur les hommes et les informations permettant d'allouer les ressources rares.

La révolution de la société de l'information et de la globalisation a instauré une économie en réseaux. Par **contrôle stratégique** il faut entendre contrôle par les réseaux industriels, financiers et politiques à dominante américaine, européenne, chinoise ou japonaise ou dont les centres de gravité et les actionnariats sont majoritairement situés au sein du premier cercle. Le politique n'est qu'un élément de ce contrôle en réseaux, l'administratif et le militaire n'étant eux-mêmes comptés comme des éléments de contrôle qu'à la mesure de leur efficacité ou de leur rapport « qualité / prix » ou « efficacité / coût ». Ce sont les centres de décision du capitalisme industriel et financier qui sont aujourd'hui les éléments clés de ce contrôle en réseaux. La politique économique et stratégique des Etats consiste à mettre en œuvre un environnement juridique et fiscal et une accumulation de capital humain qui favorisent l'essor de ces réseaux. On peut créer le concept de **puissance indirecte** pour traduire l'évolution des formes de pouvoir et de puissance des Etats et des Nations résultant de l'avènement de la société et de l'économie globalisées en réseaux. L'objectif de la politique stratégique des Etats doit être aujourd'hui de se doter des moyens de la **puissance indirecte** qui est la seule forme de puissance adaptée au capitalisme global organisé en réseaux (politiques, capitalistiques et techniques) que l'on nommera **capitalisme global en réseaux**.

Les équilibres de domination dans l'économie mondiale triadique ne sont pas encore définitivement fixés. Mais le capitalisme global en réseaux prépare les hiérarchies futures car les marchés globalisés sont organisés par des acteurs poursuivant des objectifs stratégiques de domination. Dans l'économie-monde triadique en voie de hiérarchisation, l'association entre les centres de pouvoir économique et la vivacité des libertés politiques sera forte. En effet, les entreprises dominantes, dans un monde globalisé qui met les Etats en concurrence et les réduit à un rôle de producteurs de services concurrencés, imposent leurs modes de pensée et véhiculent la culture de leurs centres de pouvoir. Les démocraties formelles qui auront perdu le contrôle de leur capitalisme seront des coquilles politiques vides. Les libertés formelles seront maintenues ; mais à quoi rimeront les jeux politiques internes des pays qui auront perdu toute souveraineté économique dans l'économie globale en réseaux ? Les centres de recherche et de savoir seront concentrés progressivement autour des centres de pouvoir. La langue de travail, au moins pour les cadres de haut niveau, sera celle des centres de pouvoir. Les dominations seront d'autant plus discrètes qu'elles résulteront de hiérarchies économiques qui apparaîtront comme naturelles. La domination essentielle ne sera pas politique, s'exerçant sur des territoires ; elle sera économique et financière s'exerçant sur des marchés.

Et l'entreprise est le vecteur absolu de cette nouvelle puissance. Et les Etats ne sont que les supports de leur développement. Les Etats ne sont puissants qu'à la mesure de leur force d'attraction des entreprises les plus efficaces. L'entreprise est au cœur de la globalisation du monde.